

Objet :
Route départementale n° 323 – Commune de Bazouges-Cré-sur-Loir
Réglementation de la circulation pendant les travaux de renouvellement du réseau AEP

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA SARTHE,

Vu la loi n° 82 - 213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions,
Vu le Code de la route, et notamment ses articles L 411-3 et R 411-8 et 25, R 413-1,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221-4,
Vu l'arrêté et l'instruction interministériels sur la signalisation routière, modifiés par les textes subséquents,
Vu le décret n° 2023-174 du 8 mars 2023 modifiant le décret n° 2009-615 du 3 juin 2019 fixant la liste des routes à grande circulation,
Vu l'avis favorable émis par le Préfet de la Sarthe par convention en date du 29 juillet 2014,
Vu l'arrêté n° 24-5012 du 20 août 2024 portant délégation de signature de Monsieur le Président du Conseil départemental de la Sarthe à Monsieur Hervé Sauguez, Chef du bureau Sécurité routière et exploitation,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers de la voie publique et du personnel du chantier, pour des travaux de renouvellement du réseau AEP, il y a lieu d'abaisser la limitation de vitesse, route départementale n° 323, hors agglomération Bazouges-Cré-sur-Loir,

Sur proposition de Madame la Directrice générale des services du Département,

A R R Ê T E :

Article 1 -

Pendant les travaux de renouvellement du réseau AEP, route départementale n° 323, du PR 102+700 au PR 103+530, hors agglomération Bazouges-Cré-sur-Loir, selon les impératifs de sécurité et les nécessités du chantier, la circulation sera réglementée comme suit :

configuration des lieux : 3 voies affectées

LE SENS IMPACTÉ PAR LES TRAVAUX EST BAZOUGES-CRÉ-SUR-LOIR VERS DURTAL

selon la fiche CF 16 du manuel du chef de chantier (Setra – volume 1), la circulation est réglementée comme suit :

- dans les deux sens de circulation :
- vitesse maximale autorisée abaissée à 70 km/h 200 mètres avant la zone de chantier, le long de la zone et 50 mètres après,
- dans le sens Durtal vers Bazouges-Cré-sur-Loir :
- dépassements et stationnements interdits 300 mètres avant la zone de chantier, le long de la zone et 50 mètres après.

Ces prescriptions sont instaurées du 1^{er} juin 2026 au 19 juin 2026, jour et nuit et peuvent être adaptées au lieu.

Article 2 -

L'entreprise GT CANALISATIONS aura la charge de la signalisation temporaire de chantier.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière devra être conforme aux dispositions alors en vigueur et qui actuellement sont celles édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par les textes subséquents et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I - 8ème partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992.

Le non-respect des règles de signalisation du présent arrêté aura pour conséquence l'arrêt immédiat du chantier par les services de l'Agence Technique Départementale Sud - site de La Flèche, chargés du contrôle et après constatation des manquements qui seront signifiés par procès verbal.

Les prescriptions du présent arrêté seront affichées à chaque extrémité du chantier.

Article 3 -

La Directrice générale des services du Département, le Commandant du Groupement de gendarmerie, et la Direction de l'entreprise GT CANALISATIONS, chacun en ce qui le concerne, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département de la Sarthe www.sarthe.fr.

Pour information, le Maire de Bazouges-Cré-sur-Loir, le Directeur départemental des Territoires de la Sarthe, le Directeur général adjoint des Solidarités et le Responsable du service Transports de la région des Pays de la Loire en Sarthe, recevront un duplicata de cette décision.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
pour le Président et par délégation,
le Chef du bureau Sécurité routière et exploitation,

Hervé SAUGUEZ

Acte certifié exécutoire compte tenu
de sa réception au contrôle de légalité le .
et de sa publication ou notification le :

28 MAI 2026